

Union locale CGT : communiqué contre la désindustrialisation de notre territoire



Union locale CGT : communiqué contre la désindustrialisation de notre territoire

Communiqué de l'Union Locale de Vic-Fezensac contre la désindustrialisation de notre territoire appelant à rejoindre le cortège toulousain lors de la journée de grève du 12 décembre :

"Pour rassembler là où ils individualisent

Pour unir là où ils divisent

L'union locale CGT de Vic-Fezensac alerte sur le terrain de l'emploi industriel sur son territoire. Tout comme dans l'ensemble du pays, le Gers est confronté à une forte poussée des défaillances d'entreprises. Au cours de l'année, 47 entreprises sur le département sont entrées en défaillances, soit un nombre d'entreprises en difficulté qui augmente de près de 50% par rapport à l'année dernière (+ 42,4 % sur un an). En France, ce sont 300 000 emplois industriels qui sont directement menacés à court terme. Il faut ajouter à cela l'ensemble des emplois de services (commerces, transports, fonction publique, etc.) qui dépendent de l'industrie et de ses emplois, et qui seraient rapidement impactés. Les grands groupes, malgré des profits considérables, délocalisent ou abandonnent des sous-traitants essentiels pour leur chaîne de production. L'industrie française est rongée par une logique financière court-termiste. Certains groupes affichent des marges record tout en organisant la casse industrielle et en bénéficiant d'aides publiques.

Dans le Gers, c'est le groupe Maïsadour qui ferme l'entreprise Delpeyrat de Vic-Fezensac. Le 31 mars 2025, ce seront 70 salariés qui perdront leur emploi, malgré des résultats en hausse. L'entreprise a en effet choisi le profit au détriment de l'investissement et du travail. La CGT de l'entreprise a refusé de signer le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), les solutions proposées étant insatisfaisantes. Pour l'heure, Maïsadour ne propose que des reclassements dans le groupe. Le site le plus proche, situé à Gibret dans les Landes se situe en effet à plus de cent kilomètres de Vic-Fezensac.

Face à cette crise, la CGT pointe le manque de d'action et de stratégie industrielle et environnementale de l'État. L'avenir de l'industrie ne se résume pas à un simple enjeu économique : il s'agit de préserver le tissu social et les savoir-faire et de répondre aux défis environnementaux. La CGT réaffirme son engagement pour une industrie au service du bien commun, loin des logiques destructrices du capitalisme financier. Une politique industrielle volontariste se traduirait par le conditionn

Une politique industrielle volontariste se traduirait par le conditionnement strict des aides publiques mais aussi par des nationalisations stratégiques et la création d'un pôle financier public pour soutenir les filières. La CGT propose par exemple d'imposer des contreparties sociales et environnementales aux groupes bénéficiant de la commande ou de subventions publiques.

La CGT porte 6 revendications immédiates :

1. Un moratoire sur les licenciements pour sauvegarder les emplois, les qualifications et les compétences ;
2. Un plan national de maintien et de relocalisation des outils et emplois industriels, piloté par un État assumant un rôle d'acteur central de l'industrie ;
3. La conditionnalité des aides publiques doit être mise immédiatement au service de l'arrêt de la casse industrielle
4. Retour au tarif réglementé de vente de l'électricité et du gaz pour un juste prix face aux factures dans l'industrie ;
5. Un plan d'urgence pour l'investissement productif avec la création d'un pôle public financier ;
6. L'organisation d'Assises de l'industrie

Mobilisation du 12 décembre : un rendez-vous pour changer le cap

L'Union Locale CGT de Vic-Fezensac appelle à rejoindre la journée d'actions et de grèves **le jeudi 12 décembre** en se rassemblant avec l'ensemble des salariés de la Région Occitanie à partir de 10 h **devant le site de Thales à Toulouse**, pour dénoncer les plans sociaux en cours, exiger un moratoire sur les licenciements et poser les bases d'une politique industrielle et environnementale tournée vers l'avenir. Cette mobilisation s'inscrit dans un processus de reconquête industrielle, pour redonner aux salarié-es et aux territoires le pouvoir de décider de leur avenir."